

X/20 RUSS -- "POLITIQUE HEBDO" ON CONGRESS OF CONSOLIDATION

F-111

MUNICH, 2 April 1971 (Communist Area Analysis Department:
USSR/France -- Kevin Devlin).

"There will be no 'Moscow Spring.' The 24th Congress of the CPSU ... will not be the congress of renewal. It will not keep the promises of 'liberalization of the system' which certain observers thought they could detect in the 23rd Congress... The system has, in fact, remained rigid and, in many fields, has even hardened."

The opening paragraph of an article by Dominique Didier in the current issues of the independent-leftist French weekly, Politique Hebdo, might serve as a summary of the whole. (1) Whether Didier himself is a dissident Communist (like the Editor of Politique Hebdo, Paul Noirot), a socialist or an unaffiliated leftist is not stated; but, whatever his political and ideological commitment, he views the Soviet congress with a distinctly cynical but knowledgeable eye.

He expects no sensational surprises: "The major options already taken in the economic, political, military and diplomatic fields will be confirmed and developed" at this "congress of continuity and stability." As in the past, the fundamental problem facing the Soviet leadership is the need for a relative modernization of the economy. "Economic tensions being added to the tensions already existing in the cultural field, the period 1966-1970 has been marked internally not by a brutal shift but by the regrowth of a repressive system which becomes more and more rigorous."

What most distinguishes this inter-congress period from previous ones, it seems, has been the unprecedented growth of dissent within the USSR -- the public protests, the proliferation of samizdat literature, the emergence of a civil rights movement, and so on. Much of Didier's article is devoted to summarizing these developments. Referring to the recent Leningrad trial, he concludes that "the question of anti-semitism is more than ever on the agenda in the USSR, even if the 24th Congress does not mention it."

In the field of foreign policy Didier has no doubt that the Moscow leadership will continue to put the state interests of the Soviet Union before those of the international Communist movement or of allied regimes. With regard to the regimes, he puts it strongly: "In the question of relations with the countries

(PTD)

F-112

of the 'Eastern glaciis,' the ruling team in Moscow has not ceased to defend a position of principle which is expressed with brutal clarity -- The USSR, by virtue of its history and its power, has a right to a certain leadership within a Communist universe which should remain united, and it can permit itself to manage at will the affairs of the people's democracies."

In the area of interparty affairs, Didier sees "the Chinese shadow" lying over the congress, and believes that the Soviet leadership regards the aggravation of the conflict with Peking as the most important and most negative development since the last congress. "It is certain," he writes, "that behind the scenes at the 24th Congress Brezhnev will spare no efforts to rally around the CPSU all Communist parties which, with various nuances, accept a Muscovite orthodoxy which is being more and more vigorously contested by the 'heretics,' and in the first place by the Chinese."

* * *

-
- (1) Dominique Didier, L'U.R.S.S., d'un congrès à l'autre, "Politique Hebdo" (Paris), 1 April 1971.

* * *

Following is the text of the article by Dominique Didier in the 1 April 1971 issue of Politique Hebdo:

(MORE)

Il n'y aura pas de « Printemps de Moscou ». Le XXIV^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S., dont les travaux se tiennent actuellement dans la capitale soviétique, ne sera pas celui du renouveau. Il ne tiendra pas les promesses de « libéralisation du système » que certains observateurs avaient cru pouvoir déceler au XXIII^e Congrès (29 mars - 8 avril 1966). Le système, en fait, est demeuré rigide, et, dans de nombreux domaines, il s'est même durci.

Les leaders qui avaient émergé après la chute de Khrouchtchev ont renforcé leur autorité — et leur autoritarisme. Le rapport de base autour duquel s'ordonnent traditionnellement les discussions de chaque congrès avait été présenté, en mars 1966, par le dirigeant numéro un du pays, Léonid Brejnev. Il est également présenté, en mars 1971, par le même Leonid Brejnev. Le 24^e congrès ne se traduira pas — à moins d'un coup de théâtre de dernière heure — par des changements exceptionnels et spectaculaires au sein des instances dirigeantes du Parti. Les grandes options déjà prises en matière économique, politique, militaire et diplomatique seront confirmées et développées. Congrès de la continuité et de la stabilité, le XXIV^e congrès du P.C. de l'U.R.S.S. permettra surtout de dresser le bilan de l'œuvre réalisée depuis 1966 et de tracer les perspectives d'avenir que peut programmer le pouvoir « brejnevien ».

Le problème fondamental qui, aujourd'hui comme hier, se pose à ce pouvoir est celui de l'application des mesures économiques décrétées à l'automne 1965 et progressivement étendues aux différents secteurs d'activité et aux différentes régions. Cette « réforme économique » se fonde sur l'élargissement des droits des entreprises, sur le renforcement des stimulants matériels (et non plus administratifs) tels que les primes et l'intéressement. Elle introduit (en principe), une relation plus étroite entre le bénéfice net conservé par l'entreprise et la qualité de sa gestion, ainsi qu'entre l'aide de l'Etat (sous forme de crédits) et la meilleure utilisation des équipements. Une autre réforme, annoncée dès 1960, devait, d'autre part, amener une plus grande « vérité des prix », avec, entre autres conséquences, l'abandon progressif de certaines fabrications chroniquement déficitaires « couvertes » jusqu'alors par des subventions.

le quinquennat de la prudence

Cette politique s'est très vite heurtée, cependant, à de nombreux obstacles. Elle a rencontré l'opposition des éléments les plus conservateurs de l'appareil de l'Etat et du parti et les responsables chargés de son application ont à surmonter les difficultés nées des contradictions entre le respect réel de l'autonomie des entreprises et les risques que cette autonomie comporte.

Le 1^{er} décembre 1967, plus de 10 % des salaires sont versés par des entreprises ayant adopté les nouveaux statuts économiques et, en 1968, le plan annuel prévoit, pour la première fois, un accroissement des biens de consommation plus rapide que celui des biens d'équipement. Le 1^{er} novembre, 71 % de la production industrielle provient d'entreprises dans lesquelles les nouvelles méthodes ont été appliquées. Pourtant, en septembre 1969, la commission inter-administrative du Gosplan — l'organisme central de la planification — publie un communiqué dans lequel elle qualifie d'« irrationnel » le passage de nouvelles entreprises au nouveau système économique au cours du second trimestre 1969, et recommande « une préparation plus soignée de l'application de la réforme, à partir de janvier 1970 ».

La production agricole reste toujours, en U.R.S.S., un problème lancinant. Le troisième congrès des kolkhozes, qui se tient du 25 au 27 novembre 1969, reconnaît la pérennité des kolkhozes « au stade actuel du socialisme », mais elle constate toutefois l'importance du marché libre dans l'approvisionnement des villes. Aussi se prononce-t-elle pour une politique plus favorable qu'auparavant à l'exploitation familiale.

C'est sans doute parce que la réforme est contestée que Brejnev, l'un de ses promoteurs, confirme ses caractéristiques majeures lors du plénum du Comité central du 15 décembre 1969. Dans ses « *Réflexions après le plénum* », l'économiste A. Birman constatera que la fraction des bénéfices dont les entreprises peuvent disposer librement reste très faible. « Si l'entreprise n'est pas intéressée à l'accroissement du bénéfice, écrira-t-il, c'est tout le système des rapports économiques qui est compromis ».

Les principes sont donc maintenus, mais on fait preuve aujourd'hui, au Kremlin, d'une certaine prudence en ce qui concerne les résultats à attendre de la « réforme économique ». Selon le projet de directives pour le neuvième plan quinquennal (1971-1976), qu'Alexis Kossyguine a fait approuver le 22 mars au plénum du Comité central et qu'il présentera au XXIV^e congrès du Parti, la production des biens de consommation devrait augmenter de 44 à 48 % en cinq ans, tandis que le volume des services doublerait. On peut toutefois constater déjà que l'augmentation des revenus réels (villes et campagnes) est un peu moins rapide que durant le quinquennat précédent.

contestation et répression

Les tensions économiques s'ajoutant aux tensions déjà existantes dans le domaine culturel, la période de 1966-1970 n'a pas été marquée sur le plan intérieur, par un tournant brutal, mais on a vu renaître un système répressif de plus en plus rigoureux.

(PTO)

Les manifestations de mécontentement (en particulier chez les intellectuels, mieux informés que le reste de la population), se sont faites de plus en plus nombreuses. Ceux qui y ont participé ont fait preuve d'un grand courage, car si l'U.R.S.S. ne vit plus à l'heure de la terreur stalinienne, procès, déportations, arrestations et internements dans des hôpitaux psychiatriques se multiplient. Sans compter les brimades de caractère social et professionnel : on perd facilement sa situation si l'on n'est pas un « bon citoyen ».

En février 1966, deux écrivains, Siniavski et Daniel, sont jugés devant la Cour Suprême de Russie pour avoir fait parvenir à l'étranger des écrits qui n'ont pas été imprimés en U.R.S.S. et que la censure (« glavlit ») a refusés. Accusés d'antisoviétisme et de pornographie, ils sont condamnés à 7 et 5 ans de réclusion dans des camps « à régime sévère ».

Cependant, et paradoxalement, c'est à la même époque (septembre 1966) que des décrets rendent justice à d'anciennes victimes de Staline : les Tatares de Crimée, déportés en 1944, pour « trahison », en Ouzbékistan et au Kazakhstan, sont réhabilités et autorisés à séjourner désormais où bon leur semblera. Cette réhabilitation fait suite à celles de deux autres minorités ethniques, les Kalmouks et les Tchétchènes, et à celle des Allemands de la Volga. Les décrets reconnaissent que seule une faible partie de ces populations a collaboré avec l'ennemi pendant la dernière guerre.

Toujours très puissants dans l'appareil du P.C., les néo-staliniens, cependant, contre-attaquent et, à partir de 1968, se mettent à dicter de plus en plus nettement leur loi. Le poète Alexandre Guinsbourg et plusieurs de ses amis sont accusés d'avoir appartenu à une organisation d'émigrés, le N.S.T. (Union Populaire du Travail), « dont l'objectif est de renverser le régime actuel en U.R.S.S. ». Au terme d'un procès qui a un certain retentissement, des peines de réclusion et d'exil sont prononcées contre eux.

Il apparaît d'autre part, en avril de la même année, que le sort des Tatares de Crimée n'est toujours pas réglé, en dépit des décisions annoncées. Certains d'entre eux manifestent près de Tachkent (Ouzbékistan) et sont dispersés, ainsi que leurs partisans, par l'armée et la police. Le décret de septembre 1966 est donc resté sans effet.

néo-stalinisme

Le printemps de Prague passionne la fraction la plus lucide de la population soviétique. Une lettre signée du général Grigorenko, de l'écrivain Kosterine et de trois autres personnalités, qui espèrent beaucoup de l'expérience

tchécoslovaque, est remise à l'ambassade de Tchécoslovaquie à Moscou et il n'est pas impossible que la crainte de cette « contagion libérale » en U.R.S.S. même ait joué un rôle dans la décision de Brejnev de choisir « la ligne dure ». Lorsque la Tchécoslovaquie est envahie, quelques personnes tentent de manifester à Moscou, sur la Place Rouge... Le 19 novembre, Larissa Daniel (la femme de l'écrivain), Pavel Litvinov (petit-fils de l'ancien commissaire du peuple aux Affaires étrangères) et trois autres contestataires sont condamnés à diverses peines de déportation pour « calomnies antisoviétiques ».

L'opposition, néanmoins, ne se tient pas pour battue. Le 1^{er} décembre 1968, une lettre ouverte portant la signature de 95 intellectuels protestant contre « le procès des manifestants de la Place Rouge » est adressée au Soviet suprême et au journal « Les Izvestia ». Elle ne sera pas publiée.

L'affaires des Tatares de Crimée, qui revient périodiquement sur le tapis, demeure toujours un sujet d'affrontement entre les non conformistes et les éléments les plus staliniens du régime. En avril et mai 1969, les principales personnalités qui ont pris la tête du mouvement en faveur des Tatares de Crimée sont arrêtés. Le général Grigorenko est même interné dans un hôpital psychiatrique. Un président de kolchoze, Yakimovitch, qui lui succédera, sera arrêté à son tour.

Moins directement liée à la vie politique du pays, la « contestation littéraire » n'est pas moins explosive. La revue libérale *Novy Mir* (dont le rédacteur en chef est le poète Alexandre Tvardovski) est en butte à de très violentes attaques, car elle dénonce le courant chauvin et « slavophile » de plusieurs autres publications encouragées par les pouvoirs publics. On lui reproche d'encourager le « cosmopolitisme », accusation chère autrefois à Jdanov. Tvardovski est bientôt remplacé par un homme plus maniable.

Le 12 novembre 1969, Soljenitsyne est exclu de l'Union des écrivains et empêché d'aller recevoir le prix Nobel à Stockholm.

Les littéraires ne sont plus seuls à contester la morale officielle. Le monde des savants bouge. Une « Association pour la Défense des Droits de l'Homme » est fondée, à l'instigation de l'académicien Zakharov, par les plus célèbres savants de l'U.R.S.S. L'association sera interdite.

Dans cette nouvelle conjoncture, l'événement le plus marquant de 1970 a sans doute été le procès de Leningrad. S'insérant dans un contexte antisioniste extrêmement équivoque et prenant souvent les traits trop connus de l'antisémitisme, ce procès a été intenté à des citoyens d'origine juive accusés d'avoir eu l'in-

(MORE)

tention de détourner un avion. Condamnés à mort, ils ont peut-être dû à la réaction de l'opinion mondiale de voir leur peine commuée en déportation. La question de l'antisémitisme est plus que jamais à l'ordre du jour en U.R.S.S., même si le XXIV^e congrès n'en parle pas.

coexistence pacifique

En politique extérieure, la ligne qui sera approuvée par le XXIV^e congrès, comme elle l'a été par le XXIII^e, sera celle de la « coexistence pacifique » avec l'univers capitaliste. Si l'on examine de près les activités de la diplomatie soviétique depuis 1966, on voit que celle-ci a poursuivi tenacement trois objectifs : maintenir à tout prix des « relations spéciales » avec les U.S.A., essayer de faire consacrer juridiquement par les grandes puissances le statu-quo établi en Europe, en 1945, par les accords de Potsdam, intensifier les échanges économiques et techniques (brevets, licences) avec les pays industriels avancés.

La levée de l'embargo mis par l'O.T.A.N. sur « l'exportation des produits stratégiques vers les pays communistes » permet au gouvernement de Moscou de faire avancer en 1966, ses pourparlers avec les Konzern ouest-allemands Thyssen et Mannesman pour l'achat de biens d'équipement. Des accords commerciaux et techniques substantiels sont conclus, en janvier 1967, avec l'Angleterre et la France. Les parts respectives, dans le commerce soviétique des pays capitalistes développés, des pays du Tiers-monde et des pays socialistes qui étaient, en 1950, de 15 %, 2 % et 83 % pour les exportations, et de 15,5 %, 6,5 % et 78 % pour les importations, passeront, en 1968, à 20 %, 13 % et 67 % pour les exportations et 23 %, 9 % et 68 % pour les importations.

Malgré les leaders soviétiques dénoncent vigoureusement, le 10 juin 1967, l'agression israélienne — appuyée par les U.S.A. — contre les pays arabes, le risque d'un conflit mondial est évoqué dans les chancelleries, mais la rencontre Kossyguine-Johnson (23-25 juin 67) à Glasboro (New-Jersey) montre que le Premier ministre soviétique et le chef d'Etat américain savent très bien l'un et l'autre « jusqu'où il ne faut pas aller trop loin ». Les deux leaders, qui ne se sont pas contentés de parler du conflit israélo-arabe, ont envisagé aussi la possibilité d'un accord Washington-Moscou sur la limitation d'armements stratégiques ruineux pour les budgets des deux pays. Le grand débat que les deux super-grands ont engagé à ce sujet et qui se poursuit aujourd'hui à Vienne, a commencé à Glasboro.

Les bases d'une nouvelle coexistence pacifique — qui n'exclut pas certains affrontements — sont ainsi jetées. Selon des conjonctures diplomatiques plus ou moins changeantes, l'U.R.S.S. réduit — ou accentue — le soutien qu'elle apporte — toujours dans certaines limites — aux combattants vietnamiens. Elle

aide, au prix d'un effort économique et militaire très lourd, la R.A.U. et la Syrie à tenir tête à Israël, mais elle fait pression sur les Egyptiens pour les amener à des concessions susceptibles de rendre possible un « règlement politique » au Moyen-Orient. Elle montre les dents à l'Amérique ou lui fait des sourires, mais ne perd jamais de vue les deux réalités stratégico-politiques principales du monde d'aujourd'hui : l'« équilibre de la terreur » et le « partage des zones d'influence » avec les U.S.A.

le marché allemand

Dans un climat toujours incertain, mais qui ne se tend jamais à l'extrême, les Soviétiques peuvent mieux développer une prospection des marchés occidentaux qui n'exclut même plus l'Espagne franquiste. Des accords commerciaux Moscou-Madrid sont conclus en 1967, et une délégation représentant la marine marchande soviétique s'installe à demeure, à Madrid, le 30 mars 1970. A cette date, des accords signés entre Moscou et Bonn organisent un troc important : la livraison de gaz naturel soviétique à la République fédérale allemande qui, en échange, fournit à l'U.R.S.S. des équipements lourds.

L'intendance précède, la diplomatie suit. Le Premier ministre Kossyguine et le chancelier Willy Brandt signent, le 12 août 1970, un traité sur « le renoncement du recours à la force », et la reconnaissance, dans ce texte, de la ligne Oder-Neisse par l'Allemagne de l'ouest porte un coup sévère aux « révisionnistes ouest-allemands » dont le « rêve revanchard » de reconquérir un jour les « provinces de l'Est » récupérées par la Pologne a toujours été véhémentement dénoncé par les autorités soviétiques.

Le traité Moscou-Bonn n'a cependant pas encore été ratifié et, pour faire pression sur Bonn, Brejnev évoque, de temps à autre — il le fera certainement au XXIV^e congrès — le danger de l'extrême-droite en Allemagne. Cette vigilance ne l'empêche pas de conclure avec la R.F.A. les « accords de crédit » contre lesquels il s'était vigoureusement élevé lorsque, à l'époque du « printemps de Prague », c'était la Tchécoslovaquie qui envisageait de les conclure.

C'est que, dans la question des rapports avec les pays du « glacis de l'Est », l'équipe au pouvoir à Moscou n'a pas cessé de défendre une position de principe qui s'exprime de plus en plus brutalement : l'U.R.S.S., du fait de son histoire et de sa puissance, a droit à un certain leadership à l'intérieur d'un univers communiste qui devrait rester uni, et elle peut se permettre de régenter à sa guise les affaires des démocraties populaires.

la "doctrine Brejnev"

En novembre 1966, quelques mois à peine après le 23^e congrès, Brejnev inspire l'initiative

du premier secrétaire du P.C. bulgare, Jivkov, qui au congrès de ce parti, réclame « une conférence mondiale des partis communistes face à la discorde au sein du mouvement communiste mondial ». Lorsque, en Tchécoslovaquie, les « libéraux » l'emportent sur les staliniens (congrès d'avril 68), le premier secrétaire du P.C. de l'U.R.S.S. inspire une autre initiative plus agressive : la lettre par laquelle les cinq P.C. des pays du Pacte de Varsovie (U.R.S.S., Pologne, Hongrie, Bulgarie, R.D.A.) « mettent en garde » le P.C. tchécoslovaque « contre les forces anti-socialistes et révisionnistes qui, dans le pays et dans le parti, sapent la politique étrangère socialiste ».

Les dirigeants tchèques n'ayant pas voulu entendre raison, les troupes de l'U.R.S.S. et des autres pays du pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie le 21 août 1968. Le pays est occupé, le P.C. tchèque « normalisé », c'est-à-dire satellisé. Le fait devient le droit — le droit du plus fort — lorsque Brejnev, prenant la parole, à Varsovie, le 11 novembre 1968, au congrès du Parti ouvrier polonais, énonce la doctrine dite de la « souveraineté limitée » : « Quand, dans un Etat socialiste, des forces hostiles, à l'intérieur et à l'extérieur, au socialisme, cherchent à restaurer le régime capitaliste, quand le socialisme, dans ce pays, est menacé, et que le camp socialiste l'est aussi, cette situation... ne concerne pas alors seulement le peuple du pays en question, c'est un problème commun qui touche tous les pays socialistes. »

La « doctrine Brejnev » signifie, en clair, que les dirigeants des pays du bloc de l'Est doivent désormais envisager sérieusement, en cas de désaccord majeur avec Moscou, la possibilité de l'intervention d'une armée soviétique à laquelle les Américains — les événements de Tchécoslovaquie l'ont montré — laissent toute liberté de mouvement à l'intérieur de la « zone d'influence » de l'U.R.S.S. Une telle menace incite les gouvernements à faire preuve de prudence : les Roumains, si « indépendantistes » qu'ils soient, renouvelleront le 7 juillet 1970 leur traité de coopération avec l'U.R.S.S., et les Polonais, au cours de la dernière crise qui a abouti au remplacement de Gomulka par Gierak, vivront dans la crainte constante d'une intervention militaire soviétique. Il reste que la « doctrine Brejnev » accentue profondément les cassures à l'intérieur du « camp socialiste ».

Le leader roumain Ceaucescu, qui affirme publiquement que la doctrine de la « souveraineté limitée » est incompatible avec le marxisme-léninisme, signe avec le maréchal Tito, le 12 février 1969, un communiqué commun soulignant l'attachement de la Roumanie et de la Yougoslavie « au principe de l'indépendance étatique contenu dans la charte des Nations-Unies ». A la conférence mondiale des partis communistes, réunie à Moscou le 5 juin 1969,

Brejnev ne peut faire adopter l'essentiel de ses thèses qu'en acceptant que figure dans le communiqué final une phrase déclarant : « il n'y a pas de centre dirigeant du mouvement communiste international ».

l'ombre chinoise

F-446

Il est certain que, dans les coulisses du XXIV^e congrès, où tous les « partis » frères sont fortement représentés, Brejnev ne ménage pas ses efforts pour resserrer autour du P.C. de l'U.R.S.S. les rangs de tous les P.C. qui acceptent, avec des nuances diverses, une orthodoxie moscovite de plus en plus vivement contestée par les « hérétiques » et d'abord par les Chinois. C'est que les dirigeants soviétiques semblent bien convaincus que l'aggravation de leur conflit avec Pékin représente sans doute pour eux, au bout du compte, le phénomène le plus important — et le plus négatif — qui se soit produit depuis 1966.

A l'origine de cette situation se trouve sans doute une erreur d'appréciation de Brejnev qui, jugeant mal les dimensions et le sens de la Révolution culturelle, « cette grande tragédie pour tous les vrais communistes chinois » — croit pouvoir jouer, en Chine même, la carte des adversaires de « Mao Tse Toung et son groupe » — selon la terminologie officiellement employée, pour la première fois, les 12 et 13 novembre 1966 par le plenum du comité central du P.C. soviétique. A ce stade de la querelle entre communistes soviétiques et chinois, les rapports entre Etats se dégradent davantage encore.

De mars à août 1969, les combats entre gardes frontières soviétiques et chinois sur l'Oussouri et les heurts, moins spectaculaires, mais non moins sérieux, dans le Sin Kiang (Asie centrale) s'accompagnent, à Moscou comme à Pékin, de manifestations nationalistes de masse contre « l'ennemi ».

Un peu trop oublié dans cette affaire l'ennemi principal — l'impérialisme américain — profite de cette conjoncture pour se montrer plus agressif, notamment en Indochine, et pour marquer des points. Soviétiques et Chinois sont alors assez réalistes pour sentir que leurs intérêts bien compris leur commandent de surmonter leur crise passionnelle et de stabiliser au moins leurs rapports inter-gouvernementaux. Le 11 septembre 1969, la rencontre-éclair Chou en Lai-Kossyguine, sur l'aérodrome de Pékin, au lendemain des funérailles de Ho Chi Minh, prélude à une reprise des relations diplomatiques normales entre Pékin et Moscou.

La rupture idéologique et politique entre les deux capitales n'en demeure pas moins totale. En faisant publier par l'agence Tass, le 30 décembre 1970, une déclaration critiquant sévèrement la réorganisation du parti communiste chinois, les dirigeants soviétiques expriment un double dépit : ils doivent en effet constater qu'après des saubresauts tumultueux, la « Révolution Culturelle » s'est terminée en Chine, par le triomphe complet de Mao Tse toung et de son équipe, et que, d'autre part, les Chinois, après avoir remis de l'ordre dans leurs affaires intérieures et pris un nouvel élan, font leur rentrée sur la scène mondiale, revendiquent, pour leur pays, avec une fermeté nouvelle, le rôle de « troisième Grand », et perturbent ainsi le dialogue planétaire jusqu'alors exclusif, entre Washington et Moscou. Il est certain, dans ces conditions, que l'ombre chinoise pèse sur le XXIV^e congrès du parti communiste de l'U.R.S.S.